

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Consultation n° PIC 24 044 du 19/12/2024

Procédure : Marché à Procédure Adaptée

Objet : Vérification annuelle et maintenance des parcs d'extincteurs, R.I.A et dispositifs de désenfumage des sites du Pôle d'Intérêt Commun SCA-SCB-SMS de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris.

Pour une durée de **quatre (4) ans** à compter de la date de notification.

Ce document comprend 21 pages.

A.P.-H.P.	Consultation PIC 24 044 du 19/12/2024	S.C.B
MAPA	Cahier des Clauses Particulières	1 / 20

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ.....	5
1.1 Objet.....	5
1.2 Allotissement.....	5
1.3 Forme.....	5
1.4 Durée	5
1.5 Montants	5
ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	5
ARTICLE 3 : PRIX	6
3.1 Caractéristiques des prix	6
3.2 Révision ou actualisation des prix	6
ARTICLE 4 : COMMANDE - LIVRAISON - RECEPTION	6
4.1 Commandes (ou ordres de service)	6
4.2 Exécution des prestations.....	6
4.3 Réception	7
ARTICLE 5 : CLAUSES ENVIRONNEMENTALES	7
5.1 Clause relative aux déplacements.....	7
5.2 Clause relative à la gestion des déchets	7
5.3 Clause relative aux emballages	8
5.4 Environnement.....	8
ARTICLE 6 : CONTROLE - SUIVI DU MARCHÉ.....	8
6.1 Contrôle.....	8
6.2 Suivi du marché	8
6.3 Modifications du marché public	9
6.4 Clause de réexamen.....	9
6.5 Garantie	9
ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE.....	9
7.1 Etat des commandes	9
7.2 Certificats	9
7.3 Fermeture pour congés.....	10
7.4 Obligations générales	10
7.5 Diffusion images	10
7.6 Accés aux établissements - identification	10
7.7 Secret professionnel	10
7.8 Plan de prévention - Sécurité	11
ARTICLE 8 : FACTURATION – PAIEMENT	11
8.1 Facturation	11
8.2 Paiement.....	12
8.3 Avances	13
ARTICLE 9 : ASSURANCES	13
ARTICLE 10 : NANTISSEMENT	13
ARTICLE 11 : RETENUE DE GARANTIE.....	13
ARTICLE 12 : RESILIATION ET PENALITES	13
12.1 Penalites	13
12.2 Resiliation	14
ARTICLE 13 : LITIGES.....	14
ARTICLE 14 : DEROGATIONS.....	15
ARTICLE 15 : OBJET DES PRESTATIONS.....	17
ARTICLE 16 : DESCRIPTIONS DES PRESTATIONS	17
16.1 Vérification annuelle des extincteurs	17
16.2 vérification annuelle des Robinets d'Incendie Armés	17
16.3 Vérification annuelle des dispositifs de désenfumage naturels	18
16.4 Plans de situation des dispositifs de désenfumage.....	18
16.4 Interventions et fournitures ponctuelles	18
ARTICLE 17 : DISPOSITIONS DIVERSES	19
17.1 Obligations du titulaire	19
17.2 Documentation.....	19
17.3 Organisation et coordination technique avec le PIC.....	19
17.4 Moyens humains et matériels	19
17.4.1 Qualification - Formation	19

A.P.-H.P.	Consultation PIC 24 044 du 19/12/2024	S.C.B
MAPA	Cahier des Clauses Particulières	2 / 20

17.4.2 Moyens matériels	19
17.5 Réunions de travail	20

A.P.-H.P.	Consultation PIC 24 044 du 19/12/2024	S.C.B
MAPA	Cahier des Clauses Particulières	3 / 20

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

A.P.-H.P.	Consultation PIC 24 044 du 19/12/2024	S.C.B
MAPA	Cahier des Clauses Particulières	4 / 20

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

1.1 OBJET

Le marché a pour objet la vérification et la maintenance des parcs d'extincteurs, de R.I.A et de dispositifs de désenfumage du PIC SCA-SCB-SMS de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris.

1.2 ALLOTISSEMENT

Conformément à l'article L 2113-11 du Code de la Commande Publique, la consultation est non allotie et fait l'objet d'un lot unique pour des raisons de fluidité technique.

1.3 FORME

Le présent marché est conclu sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande au sens de l'article R. 2162-2 du Code de la Commande Publique.

Le marché est à prix unitaires et forfaitaires.

1.4 DUREE

Le marché est conclu pour une durée de **quatre (4) ans** à compter de la date de notification.

Ce marché est un marché à bons de commande : il sera résiliable à l'initiative de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris 6 mois avant la date d'échéance, et ce sans indemnités.

Si l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris décide de procéder à la résiliation, elle le notifiera au titulaire par lettre du Directeur du PIC en recommandé avec accusé de réception au plus tard un mois avant la date effective de résiliation.

1.5 MONTANTS

Le titulaire est engagé pour le montant maximum et la personne publique pour le montant minimum.

Le montant minimum sur la durée du marché est fixé à **30 000,00 €** Hors Taxe.

Le montant maximum sur la durée du marché est fixé à **120 000,00 €** Hors Taxe.

ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est régi par les documents mentionnés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- Le Cahier des Clauses Particulières (CCAP et CCTP) ;

A.P.-H.P.	Consultation PIC 24 044 du 19/12/2024	S.C.B
MAPA	Cahier des Clauses Particulières	5 / 20

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et de Services, en vigueur à la date de la publication de l'avis de mise en concurrence ;
- La DPGF ;
- Le BPU ;
- Le Mémoire Technique (MT) ;
- Les bons de commande ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance ;
- Tout document déposé avec l'offre.

ARTICLE 3 : PRIX

3.1 CARACTERISTIQUES DES PRIX

Conformément à l'article 10 du CCAG-FCS les prix sont réputés fermes.

3.2 REVISION OU ACTUALISATION DES PRIX

Les prix sont fermes pour la durée du marché.

ARTICLE 4 : COMMANDE - LIVRAISON - RECEPTION

4.1 COMMANDES (OU ORDRES DE SERVICE)

Elles seront établies par le PIC et transmises au titulaire par voie électronique. Elles comporteront obligatoirement un n° de bon de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) et un code service (150 ou 160) à rappeler sur le bon de livraison et sur la facture, ainsi que l'objet détaillé de la commande, les date, heure et lieu de livraison.

Elles seront échelonnées et émises au fur et à mesure des besoins.

Dans le cas de marché à prestations mixtes (forfaitaires et unitaires), le préciser et indiquer la répartition.

Le titulaire a la faculté de faire agréer un ou plusieurs sous-traitants par le PIC pour pallier ses défaillances éventuelles.

Validité des bons de commande : la durée de validité des bons de commandes ne pourra excéder la durée de validité du marché.

Si la société titulaire du marché est située dans un autre Etat membre de la communauté européenne, tout bon de commande adressé au titulaire du marché par les établissements de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris sera établi pour un montant hors taxe. Le bon de commande devra faire figurer le numéro individuel d'identification pour les opérations intra-communautaires de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris : FR95267500452.

4.2 EXECUTION DES PRESTATIONS

La première intervention pourra avoir lieu dès la notification du marché.

A.P.-H.P.	Consultation PIC 24 044 du 19/12/2024	S.C.B
MAPA	Cahier des Clauses Particulières	6 / 20

La dernière intervention ne pourra excéder la durée de validité du marché.

Les interventions seront effectuées en accord avec le coordinateur technique désigné par le PIC SCA-SCB-SMS.

Chaque intervention doit faire l'objet d'un bordereau. Ce bordereau mentionnera obligatoirement :

- La date d'intervention,
- La référence du bon de commande ou de l'ordre de service (n° et date)
- L'identification du titulaire du marché,
- L'identification des fournitures livrées (nature, quantités et la répartition par colis s'il y a lieu) ou de la prestation effectuée,
- La durée de l'intervention (heure de début et de fin)
- Le n° du marché

4.3 RECEPTION

La vérification et la réception des interventions (donnant lieu à la signature d'un bon d'intervention ou d'une attestation de service fait obligatoirement) sont assurées par le coordinateur technique du PIC, conformément au Chapitre 5 du CCAG-FCS en vigueur à la date de publication de l'avis de mise en concurrence.

Toute non-conformité liée au Cahier des Clauses Techniques Particulières et observée à la vérification donnera lieu automatiquement à des réserves qui ne seront levées qu'après examen de la conformité des prestations avec les clauses spécifiques indiquées dans le présent cahier.

ARTICLE 5 : CLAUSES ENVIRONNEMENTALES

5.1 CLAUSE RELATIVE AUX DEPLACEMENTS

Les modalités de déplacements ont une incidence directe et significative sur les émissions de gaz à effet de serre. Dans son offre, le candidat décrira les actions techniques et organisationnelles mises en place pour avoir des transports moins polluants.

5.2 CLAUSE RELATIVE A LA GESTION DES DECHETS

Le titulaire sera responsable de la valorisation ou de l'élimination des déchets générés par l'exécution des prestations pendant toute la durée du marché. Il sera donc chargé de la collecte, du transport, du stockage, du tri et de l'évacuation des déchets conformément aux réglementations en vigueur.

Le titulaire mettra à disposition de ses équipes, les moyens nécessaires à la collecte des déchets en accord avec les réglementations en vigueur.

En cas d'élimination de déchets réputés "SPECIAL" ou "DANGEREUX", un Bordereau de Suivi de Déchet (BSD) sera établi.

Le titulaire aura l'obligation de présenter, sur demande du PIC SCA-SCB-SMS de l'AP-HP, tout justificatif de traçabilité des déchets.

A.P.-H.P.	Consultation PIC 24 044 du 19/12/2024	S.C.B
MAPA	Cahier des Clauses Particulières	7 / 20

5.3 CLAUSE RELATIVE AUX EMBALLAGES

Les emballages resteront la propriété du titulaire. Il aura obligation de les collecter en vue de leur recyclage ou de leur réutilisation. (À adapter, comment contrôler le respect de ces obligations)

5.4 ENVIRONNEMENT

Le candidat retenu sera tenu de respecter les règles en vigueur. En particulier :

- L'utilisation rationnelle de l'eau
- L'utilisation systématique de rétentions pour les produits chimiques (liquides ou solides)
- Le nettoyage systématique du chantier

ARTICLE 6 : CONTROLE - SUIVI DU MARCHÉ

6.1 CONTROLE

Le PIC de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris se réserve le droit de contrôler à tout moment, par un de ses représentants ou une personne dûment mandatée, la bonne exécution des prestations du titulaire.

Ce contrôle pourra porter sur :

- La mise à disposition du matériel
- La maintenance du matériel
- La conformité aux normes et à la réglementation

6.2 SUIVI DU MARCHÉ

Toute non-conformité observée dans la prestation ou par le réceptionnaire ou autre utilisateur du produit donnera lieu à l'émission d'une fiche ou lettre de non-conformité éditée par le PIC SCA-SCB-SMS et communiquée au titulaire.

La fiche comprend une partie réservée au titulaire. Celui-ci est tenu, pendant toute la durée du marché, d'y répondre sous quinzaine, en précisant les mesures correctives qu'il aura prises afin que la non-conformité ne se renouvelle plus. La réponse doit être adressée au PIC SCA-SCB-SMS.

Au regard du dysfonctionnement lié à la non-conformité observée, de non-réponse aux fiches ou de non amélioration de la prestation, ou à l'issue des vérifications quantitatives et qualitatives, une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet, conformément au CCAG-FCS sera prononcée ou une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution sera envoyée au titulaire.

Après une seconde mise en demeure, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités.

Le PIC SCA-SCB-SMS se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire après émission d'une seule mise en demeure, dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG-FCS.

A.P.-H.P.	Consultation PIC 24 044 du 19/12/2024	S.C.B
MAPA	Cahier des Clauses Particulières	8 / 20

6.3 MODIFICATIONS DU MARCHE PUBLIC

L'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris se réserve le droit d'acquérir auprès du titulaire retenu des fournitures ou des prestations de service nouvelles en lien avec l'objet du marché qui ne seraient pas identifiées à ce jour.

6.4 CLAUSE DE REEXAMEN

En application du 1° de l'article L. 2194-1 du Code de la Commande Publique, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent CCAP dans les cas suivants :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles références et/ou prestations au marché,
- En cas d'évolution du périmètre d'exécution du marché par adjonction de groupes hospitaliers ou d'établissements non bénéficiaires initialement,
- En cas d'évolution importante du coût des matières premières ayant des conséquences importantes sur l'équilibre financier du marché.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative du RPA ou sur demande justifiée du Titulaire du marché par voie d'avenants. La demande devra parvenir au RPA par lettre recommandée avec accusé de réception.

6.5 GARANTIE

Les fournitures seront garanties contre les vices cachés selon les dispositions des articles 1641 à 1649 du Code Civil.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE

7.1 ETAT DES COMMANDES

Le candidat retenu s'engage à fournir un état des commandes périodiques jusqu'à la fin de la période d'exécution du marché via marches.pic-sca-scb-sms@aphp.fr au format Excel à raison d'une ligne par article ou prestation.

Si le fournisseur est titulaire de plusieurs lots, les statistiques seront présentées par lot.

7.2 CERTIFICATS

Le Titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution du marché, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que l'AP-HP n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D 8222-7 du Code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché. En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au Titulaire. Le Titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

A.P.-H.P.	Consultation PIC 24 044 du 19/12/2024	S.C.B
MAPA	Cahier des Clauses Particulières	9 / 20

7.3 FERMETURE POUR CONGES

En cas de fermeture pour congés annuels, le titulaire devra informer le SCB deux mois minimum avant la date prévue de fermeture.

7.4 OBLIGATIONS GENERALES

- Le titulaire doit établir lors de la prise d'effet du marché le planning annuel des interventions périodiques en collaboration avec le Service Central des Blanchisseries de l'AP-HP.
- Effectuer les prestations prévues au marché (conformément au CCTP du présent CCP).
- Faire exécuter les prestations par du personnel possédant les qualifications et habilitations requises par la réglementation en vigueur. En l'absence de réglementation dans ce domaine, le prestataire fera intervenir le personnel le plus apte à la meilleure réalisation du résultat demandé.
- Etablir à l'issue de chaque prestation un bon d'intervention (voir article 4.2 du présent CCAP) et un rapport d'essai.
- Informer le Service Central des Blanchisseries des évolutions :
 - Techniques, lui indiquer les conditions particulières d'environnement indispensables au bon fonctionnement des matériels
 - Des textes officiels et réglementaires
- Exercer, en cas de nécessité, son obligation de conseil et de mise en garde et faire état des remplacements de matériels, modifications ou transformations de nature à assurer le maintien ou l'amélioration du niveau de fonctionnement des installations.
- Respecter les réglementations en vigueur, notamment en ce qui concerne l'emploi de son personnel (vaccination,..), l'hygiène et la sécurité.
- Fournir à ses agents une tenue vestimentaire identifiée, correcte et appropriée aux prestations à exécuter ainsi qu'un badge avec photographie, nom et raison sociale.
- Maintenir les locaux et abords dans l'état où ils étaient avant intervention et le cas échéant procéder à l'enlèvement et l'évacuation de ses déchets par ses propres moyens.

7.5 DIFFUSION IMAGES

À demander après validation de la Direction du Service Central des Blanchisseries

7.6 ACCES AUX ETABLISSEMENTS - IDENTIFICATION

Les personnels du titulaire ou ses préposés et sous-traitants ont accès aux locaux des établissements de l'AP-HP sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur.

Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise titulaire du marché, ou être mandatés par elle.

7.7 SECRET PROFESSIONNEL

Le titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés et éventuels sous-traitants.

A.P.-H.P.	Consultation PIC 24 044 du 19/12/2024	S.C.B
MAPA	Cahier des Clauses Particulières	10 / 20

Le titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts de l'AP-HP, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit du RPA. La méconnaissance de cette prescription obligerait le titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité de l'AP-HP, qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Cette clause de secret continuera de lier le titulaire pendant une période de trois (3) ans à compter du terme du présent marché, quelle qu'en soit la cause, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombées dans le domaine public du fait de l'AP-HP ou d'un tiers.

7.8 PLAN DE PREVENTION - SECURITE

Lorsque le contrat est considéré comme impliquant des travaux dangereux, un plan de prévention devra être impérativement être établi.

Le plan devra être élaboré par application de la circulaire n° 93-14 du 18 mars 1993 prise pour l'application du décret n° 92-158 du 20 février 1992 et l'article R. 4511-1 du code du travail relatif aux prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure. Conformément à l'arrêté du 19 mars 1993 (JO du 27/03/1993) fixant, en application de l'article R. 4512-7 du code du travail, la liste des travaux dangereux pour lesquels il est établi par écrit un plan de prévention.

La visite préalable à la mise en place du plan de prévention devra avoir lieu, au plus tard, à la prise d'effet du marché.

Le plan de prévention devra être établi impérativement avant la première intervention du titulaire.

Dans le cas où un plan de prévention ne se justifie pas, le titulaire sera néanmoins soumis au respect du règlement interne de l'établissement.

ARTICLE 8 : FACTURATION – PAIEMENT

8.1 FACTURATION

Les factures ne doivent comporter aucune condition générale de vente. Dans le cas contraire, celles-ci seraient réputées nulles et non avenues.

A.P.-H.P.	Consultation PIC 24 044 du 19/12/2024	S.C.B
MAPA	Cahier des Clauses Particulières	11 / 20

Conformément au décret n° 2019-748 du 21 juillet 2019 relatif à la facturation électronique, le titulaire du marché devra adresser ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution Chorus Portail Pro, à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures électroniques seront transmises sur ce portail en utilisant le mode EDI, ou en déposant des fichiers PDF (signés ou non signés).

Les prix facturés sont obligatoirement rendus franco de port quelle que soit la quantité commandée.

Les factures doivent indiquer :

- La mention « Facture »
- Le numéro d'ordre de la facture ;
- Nom et adresse du créancier ;
- Les coordonnées complètes de son compte bancaire telles que précisées sur l'acte d'engagement ;
- Les n° de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- Le code APE ;
- La désignation de chaque article livré (marque, quantité) ou de la prestation ;
- Le montant hors taxes par article et hors taxes avec remise (si remise proposée) ;
- Le taux et le montant des taxes ;
- Le montant total des fournitures livrées toutes taxes comprises ;
- Les n° des bons de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) ou ordre de service ;
- Le code service de l'établissement ayant passé commande (présent sur le bon de commande) ;
- Le numéro de marché ;
- Les n° des bons de livraison des fournitures et leur date ou la date de réalisation de la prestation.

L'absence d'une des mentions listées ci-dessus entraînera un rejet de la facture.

Les produits ou prestations hors marché devront faire l'objet d'une facturation différente.

8.2 PAIEMENT

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues au chapitre 2 « prix et règlement » du Cahier des Clauses Administratives Générales FCS.

En application de l'article R. 2192-11 du Code de la Commande Publique, le délai maximum de paiement est de 50 jours à compter de la présentation de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement, conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions des articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du Code de la commande publique.

A.P.-H.P.	Consultation PIC 24 044 du 19/12/2024	S.C.B
MAPA	Cahier des Clauses Particulières	12 / 20

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur à des fins de correction jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

8.3 AVANCES

Le Titulaire bénéficie de l'avance, sous réserve des conditions visées aux articles L. 2191-2 et L. 2191-3 du Code de la Commande Publique. Il peut y renoncer en le mentionnant expressément sur l'acte d'engagement.

Le titulaire sollicitera le versement de l'avance par courrier adressé au directeur du PIC et précisant son montant ainsi que les références du compte à créditer.

ARTICLE 9 : ASSURANCES

Le titulaire doit justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile :

- Pour pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1384 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;
- Pour pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation ;
- Pour vol et détérioration du matériel de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

ARTICLE 10 : NANTISSEMENT

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement prévu à l'article L. 2191-8 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 11 : RETENUE DE GARANTIE

Le ou les fournisseurs sont par défaut dispensés du versement de la retenue de garantie.

Toutefois, le marché peut faire l'objet d'une garantie prévue à l'article L. 2191-7 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 12 : RESILIATION ET PENALITES

12.1 PENALITES

A.P.-H.P.	Consultation PIC 24 044 du 19/12/2024	S.C.B
MAPA	Cahier des Clauses Particulières	13 / 20

Pénalités pour retard

Dans le cas où le titulaire n'aurait pas effectué l'intervention dans les délais prévus, il serait passible envers l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris, à titre de dommages et intérêts, à partir du jour qui suivra l'expiration des délais, d'une pénalité portant sur la portion de prestations restant à fournir et calculée selon la formule :

$$P = (V \times R) / 1\,000$$

P : montant de la pénalité

V : valeur de règlement de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable

R : nombre de jours de retard

Cette pénalité sera imputée au titulaire, sous forme d'avoir, sur la facture relative à la livraison suivante.

Indépendamment des pénalités de retard, l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris aura la faculté de pourvoir aux besoins du service aux frais et risques du fournisseur.

12.2 RESILIATION

L'AP-HP peut, si le prestataire ne remplit pas les obligations que lui impose le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (particulièrement les articles 5 et 6) ou le Cahier des Clauses Administratives Générales FCS, ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, de manière à compromettre les intérêts du service, prononcer la résiliation du marché après deux mises en demeure ou une seule mise en demeure en cas de manquement particulièrement important ou dans les autres conditions prévues au CCAG-FCS.

Le SCB se réserve le droit d'appliquer ces dernières nonobstant celles prévues aux articles 5 et 6 du CCAP. Le titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

Sans réponse satisfaisante du titulaire, l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris peut alors passer un marché de substitution avec d'autres fournisseurs, aux frais et risques du fournisseur déchu, après notification à ce dernier, et ce conformément aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales FCS en vigueur à la date de publication de l'avis de mise en concurrence.

Le marché sera résilié sans indemnités aux torts du Titulaire en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R. 2143-5 à R. 243-12 du Code de la Commande Publique, et ce sans mise en demeure préalable.

ARTICLE 13 : LITIGES

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris et le titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

A.P.-H.P.	Consultation PIC 24 044 du 19/12/2024	S.C.B
MAPA	Cahier des Clauses Particulières	14 / 20

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R. 312-11 du Code de Justice Administrative.

ARTICLE 14 : DEROGATIONS

L'article 12.1 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) déroge à l'article 14 du CCAG-FCS relatif aux « pénalités pour retard ».

Les articles 5 et 11.2 du présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) dérogent à l'article 41 du CCAG-FCS relatif à la résiliation aux torts pour défaut d'acquittement des obligations.

Le titulaire 1

1 Indiquer le nom et la qualité du signataire du marché et apposer le cachet commercial après avoir paraphé toutes les pages du présent document

A.P.-H.P.	Consultation PIC 24 044 du 19/12/2024	S.C.B
MAPA	Cahier des Clauses Particulières	15 / 20

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

A.P.-H.P.	Consultation PIC 24 044 du 19/12/2024	S.C.B
MAPA	Cahier des Clauses Particulières	16 / 20

ARTICLE 15 : OBJET DES PRESTATIONS

Le présent document a pour objet de définir la prestation de vérification annuelle des extincteurs, R.I.A et dispositifs de désenfumage ainsi que la fourniture de matériels incendies et d'interventions ponctuelles de maintenance sur les 3 sites du PIC SCA-SCB-SMS de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris.

Les sites sont situés :

Site du Service Central des Blanchisseries de la Salpêtrière	Boulevard Vincent Auriol 75013 PARIS
Site du Service Central des Blanchisseries de Macdonald	137 boulevard Macdonald 75019 PARIS
Site de Sécurité Maintenance et Services	14 rue du port aux lions 94220 CHARENTON-LE-PONT

ARTICLE 16 : DESCRIPTIONS DES PRESTATIONS

16.1 VERIFICATION ANNUELLE DES EXTINCTEURS

Le prestataire fournira, suivant la liste annexée à ce CCP, un tarif forfaitaire pour le forfait de vérification qui comprend :

- La vérification annuelle des extincteurs suivant les normes NFS61-917 à NFS61-922 et la règle R4 de l'APSAD
- La fourniture et le remplacement par le prestataire des pièces de rechange (étiquette NF, goupille, joint, etc ...) ainsi que les recharges des extincteurs EP et PP
- La mise à jour des listings sous format informatique et papier
- La fourniture des formulaires Q4 et la mise à jour des registres de sécurité par sites.

Dans le cas de pannes constatées non signalées ou de pannes découvertes lors de test ou d'essais et qui nécessitent des recherches, elles sont facturables main d'œuvre et fournitures. Elles devront faire l'objet d'un devis préalable sur la base du BPU annexé à l'acte d'engagement.

16.2 VERIFICATION ANNUELLE DES ROBINETS D'INCENDIE ARMES

Le prestataire fournira, suivant la liste annexée à ce CCP, un tarif forfaitaire pour le forfait de vérification qui comprend :

- La vérification annuelle des R.I.A suivant les normes NFS 62-201, NF EN 694, NF ISO 6708, NF EN 694 et la règle R5 de l'APSAD
- La vérification des surpresseurs de réseau R.I.A
- La fourniture et le remplacement par le prestataire des pièces de rechange (joint, lance, diffuseur, etc ...) ainsi que les recharges des extincteurs EP et PP
- La mise à jour des listings sous format informatique et papier
- La fourniture des formulaires Q5 et la mise à jour des registres de sécurité par sites.
- L'établissement d'un compte-rendu par poste, indiquant :
 - Les pressions dynamiques ;
 - Les pressions statiques ;
 - Le débit ;
 - L'état général du matériel.

A.P.-H.P.	Consultation PIC 24 044 du 19/12/2024	S.C.B
MAPA	Cahier des Clauses Particulières	17 / 20

Dans le cas de pannes constatées non signalées ou de pannes découvertes lors de test ou d'essais et qui nécessitent des recherches, elles sont facturables main d'œuvre et fournitures. Elles devront faire l'objet d'un devis préalable sur la base du BPU annexé à l'acte d'engagement.

16.3 VERIFICATION ANNUELLE DES DISPOSITIFS DE DESENFUMAGE NATURELS

Le prestataire fournira, suivant la liste annexée à ce CCP, un tarif forfaitaire pour le forfait de vérification qui comprend :

- L'inspection visuelle annuelle ;
- La vérification annuelle fonctionnelle des dispositifs de désenfumage la règle R17 de l'APCAD ;
- La fourniture et le remplacement par le prestataire des pièces de rechange (, etc ...)
- La mise à jour des listings sous format informatique et papier
- La fourniture des formulaires Q17 et la mise à jour des registres de sécurité par sites.

Dans le cas de pannes constatées non signalées ou de pannes découvertes lors de test ou d'essais et qui nécessitent des recherches, elles sont facturables main d'œuvre et fournitures. Elles devront faire l'objet d'un devis préalable sur la base du BPU annexé à l'acte d'engagement.

16.4 PLANS DE SITUATION DES DISPOSITIFS DE DESENFUMAGE

Dans le premier mois du marché, le titulaire devra un plan exhaustif par site. Sur ces plans, il devra faire apparaître :

- La localisation des dispositifs de désenfumage ;
- La localisation des commandes de ces dispositifs de désenfumage (pour les commandes comprenant une fonction "confort" : le plan visualisant la commande et l'ouvrant commandé) ;
- Un numéro unique pour chaque dispositif de désenfumage et ces caractéristiques techniques (marque, modèle, etc...).

Ces plans serviront au titulaire du marché et au coordinateur technique du PIC à partager un langage commun et à faciliter les demandes d'interventions.

16.4 INTERVENTIONS ET FOURNITURES PONCTUELLES

Le prestataire fournira, suivant le Bordereau de Prix Unitaires (BPU) annexé à ce CCP, des tarifs pour les interventions supplémentaires et la fourniture de divers articles.

Les interventions supplémentaires à la demande du PIC feront l'objet de devis préalables sur la base du BPU (pièces détachées, coûts horaires de main d'œuvre, coûts déplacements, etc...).

À réception de la confirmation de demande d'intervention, le Prestataire disposera d'un délai maximal de 24 heures pour intervenir et procéder aux réparations des matériels concernés du lundi au vendredi de 8 heures à 17 heures.

À l'issue de chaque intervention demandée par le PIC, le titulaire adressera au coordinateur technique, désigné par le PIC, un rapport d'intervention.

A.P.-H.P.	Consultation PIC 24 044 du 19/12/2024	S.C.B
MAPA	Cahier des Clauses Particulières	18 / 20

Le rapport devra contenir à minima :

- Nature des réparations ;
- Pièces détachées échangées ;
- Constat de vérification du fonctionnement après réparation.

Deux exemplaires de ce rapport seront adressés au PIC.

ARTICLE 17 : DISPOSITIONS DIVERSES

17.1 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

La vérification des extincteurs, R.I.A et dispositifs de désenfumage se fera en veillant au respect des règles, lois et normes en vigueur en France et sera exécuté conformément aux prescriptions du code du travail. Si une nouvelle réglementation ou norme entre en vigueur, le titulaire est tenu d'informer le PIC SCA-SCB-SMS sur les modifications à apporter aux équipements. Il est rappelé que le titulaire devra avoir une action préventive et corrective mais aussi un devoir de conseil.

17.2 DOCUMENTATION

Dans le cadre de l'exécution de la vérification des extincteurs, R.I.A et dispositifs de désenfumage, la documentation technique sera mise à la disposition du titulaire au début de l'exécution du présent marché. Cette documentation reste la propriété du PIC SCA-SCB-SMS et n'est utilisée par le titulaire qu'à seule fin d'exécution du présent marché.

Elle sera mise à jour par le titulaire en cas de modification des équipements, consécutivement à son intervention

17.3 ORGANISATION ET COORDINATION TECHNIQUE AVEC LE PIC

Pour l'organisation de la vérification des extincteurs, R.I.A et dispositifs de désenfumage, le PIC SCA-SCB-SMS désignera un coordinateur technique pour les sites de la Salpêtrière et de Macdonald et un coordinateur technique pour le site de Charenton qui seront les interlocuteurs du titulaire pour définir et suivre les interventions.

Pour chaque site, un planning des visites sera établi et soumis à l'approbation des coordinateurs technique.

En pratique, les contrôles seront effectués au cours du 1^{er} trimestre de chaque année.

17.4 MOYENS HUMAINS ET MATERIELS

17.4.1 Qualification - Formation

Dans le cadre de l'exécution de ses prestations, le titulaire devra disposer d'un effectif de qualité afin de remplir les obligations découlant de l'exécution du présent marché. Il est tenu de fournir les diplômes et attestations du personnel vérificateur intervenant sur les sites du PIC SCA-SCB-SMS et la copie de l'agrément de l'entreprise.

17.4.2 Moyens matériels

Dans le cadre de l'exécution de la vérification des extincteurs, R.I.A et dispositifs de désenfumage, le titulaire devra mettre à disposition de son personnel, les outillages individuels ou collectifs et les équipements de mesure et de test, lui permettant d'assurer les travaux de maintenance, objet de ce marché.

A.P.-H.P.	Consultation PIC 24 044 du 19/12/2024	S.C.B
MAPA	Cahier des Clauses Particulières	19 / 20

17.5 REUNIONS DE TRAVAIL

A la demande du PIC, le titulaire est tenu de participer à toute réunion ayant pour objet la mise au point du marché et le suivi des prestations commandées.

Dans les mêmes conditions, le titulaire est tenu de participer à toute réunion ayant pour objet l'organisation du travail des sous-traitants éventuels.

Le titulaire ²

² Indiquer les noms et qualité du signataire du marché et apposer le cachet commercial **après avoir paraphé toutes les pages du présent document**

A.P.-H.P.	Consultation PIC 24 044 du 19/12/2024	S.C.B
MAPA	Cahier des Clauses Particulières	20 / 20